

"Le premier qui dit la vérité, il doit être exécuté"

2 septembre 2020



Paris, le 2 septembre 2020

Communiqué de presse : « Le premier qui dit la vérité, il doit être exécuté »

Comme le chantait Guy Béart, « *Le premier qui dit la vérité, il doit être exécuté* ». L'inspecteur du travail Anthony Smith est sanctionné pour avoir dit la vérité avant tous les autres. Il a appuyé les élus du personnel qui demandaient, pour elles et leurs patients, des équipements de protection individuelle et notamment des masques, dans une période où le gouvernement expliquait que les masques étaient inutiles !

Maintenant, l'obligation du port du masque s'étend et se généralise, dans les endroits clos, dans de plus en plus d'espaces publics, dans les entreprises... La logique serait de remercier Anthony Smith d'avoir eu la sagesse d'exiger le port du masque, au lieu de cela, le ministre, après l'avoir mis à pied pendant 4 mois, vient de décider en plein mois d'août de le sanctionner en lui imposant un déplacement disciplinaire géographique à 200 km de chez lui et sa famille, et peut-être même un changement de métier.

Les personnes retraitées remercient doublement Anthony Smith : alors qu'on recensait au moins 10 000 morts dans les Ehpad (sans parler du nombre des victimes à domicile) et qu'au niveau global plus de 80 % des personnes décédées étaient retraitées, il fallait absolument protéger cette population et les soignants et s. Il était aussi indispensable d'équiper de masques les aides à domicile qui rendent visite aux retraités et s. et risquent de transmettre le mortel virus Covid-19.

Le gouvernement a préféré sacrifier les retraités et s, auer vers la relance de l'économie au détriment de la santé, amplifier la répression, sanctionner un inspecteur du travail pour mettre au pas toute l'inspection du travail et la priver de son indépendance.

Nos organisations de retraités demandent l'annulation immédiate de la sanction d'Anthony Smith. A défaut, nous soutiendrons Anthony Smith qui fera appel au tribunal administratif.

Pour les organisations signataires :

Olivier Jeuchter (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)
Didier Home (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)
Maryline Cahouet (FSU, 104 rue Romain Rolland, 93260 Les Lilas)
Gérard Gouguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Girange aux Belles, 75010 Paris)
Marc Le Disert (FGR-PP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)
Francisco Garcia (Ensemble & solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kieber, 93400 St Ouen)
Michel Denicaud (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)

Pour l'UNIRS-Solidaires, Gérard Gouguechon, 01 40 18 18 12
Patrice Penet, 06 25 94 78 00

Communiqué de 7 organisations organisant des retraités·es.



Paris, le 2 septembre 2020

Communiqué de presse : « Le premier qui dit la vérité, il doit être exécuté »

Comme le chantait Guy Béart, « *Le premier qui dit la vérité, il doit être exécuté* ». L'inspecteur du travail Anthony Smith est sanctionné pour avoir dit la vérité avant tous les autres. Il a appuyé les élues du personnel qui demandaient, pour elles et leurs patients, des équipements de protection individuelle et notamment des masques, dans une période où le gouvernement expliquait que les masques étaient inutiles !

Maintenant, l'obligation du port du masque s'étend et se généralise, dans les endroits clos, dans de plus en plus d'espaces publics, dans les entreprises... La logique serait de remercier Anthony Smith d'avoir eu la sagesse d'exiger le port du masque, au lieu de cela, le ministère, après l'avoir mis à pied pendant 4 mois, vient de décider en plein mois d'août de le sanctionner en lui imposant un déplacement disciplinaire géographique à 200 km de chez lui et sa famille, et peut-être même un changement de métier.

Les personnes retraitées remercient doublement Anthony Smith : alors qu'on recensait au moins 10 000 morts dans les Ehpad (sans parler du nombre des victimes à domicile) et qu'au niveau global plus de 80 % des personnes décédées étaient retraitées, il fallait absolument protéger cette population et les soignant·e·s. Il était aussi indispensable d'équiper de masques les aides à domicile qui rendent visite aux retraité·e·s et risquent de transmettre le mortel virus Covid-19.

Le gouvernement a préféré sacrifier les retraité·e·s, axer vers la relance de l'économie au détriment de la santé, amplifier la répression, sanctionner un inspecteur du travail pour mettre au pas toute l'inspection du travail et la priver de son indépendance.

Nos organisations de retraité·es demandent l'annulation immédiate de la sanction d'Anthony Smith. A défaut, nous soutiendrons Anthony Smith qui fera appel au tribunal administratif.

Pour les organisations signataires :

Olivier Jouchter (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)

Didier Hotte (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Marylène Cahouet (FSU, 104 rue Romain Rolland, 93260 Les Lilas)

Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)

Marc Le Disert (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)

Francisco Garcia (Ensemble & solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)

Michel Denicault (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)

Pour l'UNIRS-Solidaires, Gérard Gourguechon, 01 40 18 18 12
Patrice Perret, 06 25 94 78 00

- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Actualités >

- Adresse de cet article :

<https://ancien.solidaires.org/Le-premier-qui-dit-la-verite-il-doit-etre-execute-21187>